

February 13, 2026

The Union tables its monetary proposal

The parties met on 12 and 13 February 2026.

The Union tabled its monetary proposal, which includes updates to professional membership fees and access to professional development training. The Union tabled a fair wage proposal that is consistent with the cost-of-living increases over the past number of years.

The Union tabled an estoppel on article 49 (Employee performance review and assessment). This is a notice to the employer that tools such as performance improvement plans and letters of expectations cannot be used, particularly for discipline, when there is no documentation on the use and applications of such tools to ensure that they are in compliance with the collective agreement.

The Union tabled new language to ensure our procurement policies support local jobs and industries and avoid vendors complicit in human rights violation and genocide.

For more details on the proposals and progress at the bargaining table, please join us for a membership debrief, scheduled for

- Tuesday 24 February 2026 - 8:00 am Ottawa (English)
- Wednesday 25 February 2026 - 8:00 am Ottawa (French)

In solidarity,

Union Bargaining Team

Madiha Ahmed

Mano Buckshi

Alexandra Eustache

Hassan Hussein, PSAC negotiator



Public Service Alliance of Canada
Alliance de la Fonction publique du Canada

13 février 2026

Le syndicat présente sa proposition financière

Les parties se sont réunies les 12 et 13 février 2026.

Le syndicat a présenté sa proposition financière, qui comprend une mise à jour des cotisations professionnelles et l'accès à la formation professionnelle continue. Le syndicat a présenté une proposition salariale équitable qui tient compte de l'augmentation du coût de la vie au cours des dernières années.

Le syndicat a présenté une exception d'irrecevabilité concernant l'article 49 (Examen et évaluation du rendement de l'employé-e). Il s'agit d'un avis à l'employeur indiquant que des outils tels que les plans d'amélioration du rendement et les lettres d'attentes ne peuvent être utilisés, en particulier à des fins disciplinaires, lorsqu'il n'existe aucune documentation sur l'utilisation et les applications de ces outils afin de garantir leur conformité avec la convention collective.

Le syndicat a présenté un nouveau libellé afin de garantir que nos politiques d'approvisionnement soutiennent les emplois et les industries locales et évitent que des fournisseurs se rendent complices de violations des droits humains et de génocide.

Pour plus de détails sur les propositions et les progrès réalisés à la table de négociation, veuillez vous joindre à nous pour un compte rendu à l'intention des membres:

- mardi 24 février 2026 à 8 h, heure d'Ottawa (en anglais)
- mercredi 25 février 2026 à 8 h, heure d'Ottawa (en français)

En toute solidarité,

L'équipe de négociation du syndicat

Madiha Ahmed
Mano Buckshi
Alexandra Eustache
Hassan Hussein, négociateur de l'AFPC



Public Service Alliance of Canada
Alliance de la Fonction publique du Canada